



C'EST LE CAPITALISME QU'IL FAUT LIQUIDER !

Jeudi 11 octobre, le tribunal de commerce de Nanterre a prononcé la liquidation judiciaire de l'usine Thomson d'Angers. Ce sont 350 salariés supplémentaires qui sont ainsi livrés au chômage par une multinationale française qui a choisi depuis longtemps la désindustrialisation et mis délibérément en faillite sa dernière usine européenne après l'avoir filialisée. Cette situation est inacceptable.

Une fois de plus, les belles paroles se sont envolées : le gouvernement PS-Verts n'a pas réellement osé affronter un groupe capitaliste. La ministre Fleur Pellerin, celle qui déclare ne pas croire « *à la lutte de classes dans les PME* » et trouve « *normal* » que les dirigeants d'entreprise « *puissent s'enrichir beaucoup* » (AFP, 14 octobre), a même avoué aux salarié(e)s qu'elle n'avait pas réussi à prendre langue avec les dirigeants rapaces de Technicolor. Les profits des actionnaires sont ainsi demeurés prioritaires sur la vie des salarié(e)s, alors même que ceux-ci sont les seuls et véritables producteurs de richesse.

Le NPA 49 s'associe à la colère des salarié-e-s de Thomson et les soutient inconditionnellement dans toutes leurs actions et revendications. Il exige notamment la satisfaction de leurs revendications, en particulier que Technicolor abonde le plan social de 30 millions d'euros pour permettre d'attribuer à chaque ex-salarié-e une prime supra-légale de 1500 € par année de présence dans l'entreprise.

Réquisition de Thomson-Technicolor !

La direction du groupe Technicolor-Thomson a aussi le culot de réclamer au liquidateur judiciaire une indemnisation de 17,5 millions d'euros pour avoir prétendument financé la « survie » de l'usine d'Angers, alors qu'elle l'a sciemment mise en faillite en lui faisant sous-facturer sa production. Et elle compte sur l'éventuel rachat de l'ensemble du site par Angers Loire Métropole pour récupérer 14 millions d'euros !

Nous pensons que ce n'est pas aux salarié-e-s-contribuables de l'agglomération de payer la facture de ce désastre économique et social, et de leur côté, les salarié-e-s du groupe ont suffisamment engraisé actionnaires et dirigeants pendant des années. C'est pourquoi nous proposons aujourd'hui la réquisition pure et simple par l'Etat de Technicolor et le retour de l'entreprise dans le secteur public, sous contrôle des salarié(e)s, à charge pour l'Etat de remplir le carnet de commandes.

Mais soyons réalistes, ce n'est pas le gouvernement actuel dominé par le PS - qui n'a de « socialiste » que le nom - qui prendra spontanément une telle décision. Celle-ci ne pourra être imposée que par la lutte.

Interdiction des licenciements !

Quant aux nombreuses luttes actuelles non seulement chez Thomson, mais aussi à Arcelor, PSA, Doux, Fralib, Sanofi, Petroplus, Legrand et toutes les autres, elles ne doivent plus rester éclatées. Il faut un grand mouvement social unitaire qui engage avec l'ensemble de la population un bras de fer contre la violence et le cynisme capitalistes. Il faut interdire les licenciements. Les secteurs clés de l'économie doivent passer sous contrôle des travailleurs et de la population.

Angers, le 17 octobre 2012

npa49.free.fr

npa49@yahoo.fr

Ne pas jeter sur la voie publique